

Culte musulman, une instance en divorce

Dimanche, les adeptes de l'islam doivent élire leurs délégués au sein du Conseil français du culte musulman (CFCM). Le boycott s'annonce massif.

Par **OLIVIER BERTRAND**
Correspondant à Marseille

Les musulmans sont appelés aux urnes dimanche. Enfin, quelques musulmans. Les mosquées peuvent envoyer des délégués voter pour le renouvellement des 25 conseils régionaux du culte musulman (CRCM), qui éliront à leur tour le président d'un conseil

REPÈRES

Les membres des conseils régionaux du culte musulman sont élus au scrutin proportionnel par les mosquées. Ils choisiront 43 délégués qui éliront, le 19 juin, en compagnie de 22 personnalités cooptées ou désignées par les grandes fédérations et mosquées, le président et le conseil d'administration du Conseil français du culte musulman (CFCM). En 2008, 1221 mosquées avaient participé au scrutin. Cette fois-ci, on en attend 700.

43,24%

C'est le score obtenu en juin 2008 par le Rassemblement des musulmans français, dont le vice-président Mohammed Moussaoui, Marocain, a été élu pour trois ans président du CFCM.

national (le Conseil français du culte musulman, CFCM) plus affaibli que jamais. Moins de la moitié des lieux de culte se sont inscrits (700 environ), car le scrutin fait l'objet d'un boycott de la part de plusieurs fédérations musulmanes. Elles refusent de se plier à un mode d'élection absurde, dont les résultats seraient courus d'avance.

Imaginé par Jean-Pierre Chevènement, le CFCM est sorti aux forceps en 2003, alors que Nicolas Sarkozy était à l'Intérieur. Il s'agissait d'aider la deuxième religion française à s'organiser, à défendre «les intérêts» et «la dignité» des musulmans. Pour l'Etat, l'enjeu était aussi de se trouver des interlocuteurs et de réduire l'influence des Etats étrangers.

DANGER. En huit ans, les conseils régionaux ont montré leur utilité pour dédramatiser les représentations, aider à la construction de carrés musulmans dans les cimetières, former des imams ou sensibiliser les petites mosquées au danger des discours radicaux. Au niveau national, c'est beaucoup plus laborieux. Les grandes fédérations musulmanes (organisées pour la plupart en fonction des pays d'origine) traînent les pieds, ne tenant pas à asseoir l'autorité d'un conseil qui réduirait leur influence. Cela a donné lieu à des débats interminables pour l'élaboration du mode de scrutin, qui se révèle ubuesque. Chaque salle de prière dispose d'un délégué par tranche de 100 m², quelle que

soit l'affluence. Les plus grandes ne s'y retrouvent pas, car le nombre de délégués est limité à 15 à partir de 800 m² (18 pour la Grande Mosquée de Paris). Cela favorise les jeux d'alliances.

REPORT. En 2008, le Rassemblement des musulmans de France, proche du Maroc, a conquis de cette façon la présidence du CFCM, après deux mandats de Dalil Boubakeur, recteur de la Grande Mosquée de Paris, qui depuis boycotte le conseil. Cette année, l'UOIF (Union des organisations islamiques de France) rejoint la fronde. «*Cette élection organise la diversité ethnique, pas le culte musulman*», dénonce son président, Fouad Allaoui. Comme la Grande Mosquée de Paris, il demande un report, le temps de changer les statuts, ce que tout le monde s'était engagé à faire dès 2003. Mohammed Moussaoui, président depuis 2008 du CFCM, propose pour sa part de voter d'abord et de mettre ensuite en chantier la réforme.

Parmi les régions où le boycott sera le plus fort, Rhône-Alpes : 16% des mosquées se sont inscrites, contre 80% en 2008. Le président de son CRCM, Azzedine Gaci, ne se représente pas. Vendredi, il confiait, amer : «*Une élection de religieux devrait s'accompagner d'éthique, de morale. Au lieu de cela, c'est depuis le début une occasion de haine, de rivalité et d'une course aux mètres carrés. Les musulmans n'ont pas envie d'être représentés comme cela.*»

KARIMA SOUID 40 ANS, DIRECTRICE DE PROJET DANS LE TOURISME D'AFFAIRES, VÉNISSIEUX (RHÔNE):

«Le CFCM a le mérite d'exister»

«Je suis citoyenne française, de confession musulmane, croyante, pratiquante comme bon me semble. Ma religion relève de la sphère privée. Le problème est que cette dimension liée à ma religion (comme celle liée à mes origines), cet héritage culturel que j'avais accepté avec plaisir, vient aujourd'hui réduire ma condition première de simple citoyenne. On est redevenus ce que l'on appelait sous l'empire colonial des "Français musulmans". Or, on ne peut pas parler de la représentation des musulmans et des instances comme le CFCM sans prendre la mesure de cette stigmatisation qui a pris, cette année, des proportions incroyables. Nous sommes fatigués d'être sans arrêt renvoyés au fait d'être musulmans, d'être des sous-citoyens. Les choses devraient être simples, dans un pays régi par la loi de 1905. Elles ne le sont pas. Pour cela, le CFCM a pour moi le mérite d'exister. Même si je suis de celles qui croient que chacun doit vivre et pratiquer sa religion comme il l'entend, tant que cela ne gêne pas l'autre. Faire le ramadan, porter le voile, manger halal, cela relève de choix individuels.

«Cependant, le CFCM manque clairement de légitimité et d'engagement. Je n'ai vraiment pas le sentiment que ces hommes me représentent. On ne les entend pas sur les questions qui agitent la société et mettent en cause les musulmans. Et, pourtant, difficile de faire comme si de rien n'était. On sent l'électoratisme monter sur ces questions. Les politiques utilisent tout ce qui touche de près ou de loin à l'islam pour faire peur, ramasser des voix. La droite a décidé de passer dans la stigmatisation, la caricature, la peur. La gauche est prudente ou muette. Je suis en colère et je n'entends pas ma colère représentée dans la sphère publique.»

Recueilli par **ALICE GÉRAUD** (à Lyon)

MESSAOUZ ZEDADKA 47 ANS, TRAVAILLEUR SOCIAL, JEUMONT (NORD):

«C'est un faire-valoir du pouvoir en place»

«Je sens une grande ferveur des musulmans de base, pas au sommet. Le CFCM devrait défendre les intérêts des musulmans, et on ne le voit pas. On attend un travail de terrain. Qu'il milite pour que la circoncision soit reconnue par la Sécurité sociale, et que le médecin ne soit pas obligé d'inventer une maladie pour cela. Il devrait créer un manuel de référence pour les cours des enfants à la mosquée. Sur la formation des imams, je ne vois rien venir. Il ne se bat pas pour les collèges et lycées musulmans. Sur les dates du jeûne, il n'a aucune légitimité, tout le monde suit l'Arabie Saoudite, alors qu'il suffit d'observer la Lune à partir de Paris. Sur l'Aïd, la majorité de l'abattage se passe dans les fermes, c'est en contradiction avec la loi et la religion. Le CFCM n'intervient pas. Sur le pèlerinage, il ne fait rien pour empêcher que les croyants dorment deux jours dans l'aéroport de Djeddah dans l'attente d'un avion. Je ne le vois pas non plus militer pour les carrés dans les cimetières. Dans ma commune, on a un carré musulman parce que je suis allé voir le maire.

«Le CFCM n'est pas non plus assez critique, c'est un faire-valoir du pouvoir en place. Contre l'islamophobie, les organisations antiracistes font un meilleur boulot. Il ne fait pas non plus de pédagogie pour expliquer aux non-musulmans ce qu'est l'islam, pour qu'ils fassent la différence entre l'islam et ses dérives. Ça irait mieux s'il avait plus de moyens. On pourrait cotiser, avoir une carte d'adhérent. Le CFCM est par ailleurs miné par les nationalismes, alors que l'islam se veut universel. Ça me choque. Je me sens citoyen du monde, je ne veux pas d'un islam nationaliste.»

Recueilli par **HAYDÉE SABÉLAN** (à Lille)



SÉBASTIEN EROME, SIGNATURES



ALI BOULALA 35 ANS, CADRE,
GRENOBLE (ISÈRE):

«Il y a un problème de représentativité»

«Le CFCM? Disons que c'est bien que cela existe. Le culte musulman en France a besoin d'être organisé et géré. Mais je n'ai pas l'impression qu'ils soient très efficaces. Que ce soit sur les problèmes des lieux de culte, sur la question du marché du halal, cela n'avance pas. Un exemple : à Echirolles [banlieue sud de Grenoble, ndlr], les fidèles avaient réussi à récolter 700 000 euros pour construire une mosquée. On a eu des problèmes avec la mairie et les riverains pour que le projet voie le jour. Qu'a fait concrètement le CRCM [conseil régional du culte musulman]? Rien. Et on voit bien que les salles de prières dans les caves sont toujours là.

«Par ailleurs, il y a un problème de représentativité des musulmans dans ces instances. Au départ, j'ai trouvé que la mise en place des CRCM avait permis l'émergence de personnalités nouvelles, de Français musulmans qui prenaient position sur des sujets de société. J'ai l'impression que Nicolas Sarkozy préfère finalement aujourd'hui discuter avec des gens qui représentent plus leur pays d'origine que les citoyens français de confession musulmane. Ceux qui sont aujourd'hui dans les CRCM me rappellent les anciens indigènes des colonies. Je suis né ici, je suis d'abord un citoyen français, je ne me reconnais pas en eux. Je suis d'une génération qui a besoin de s'assumer en tant que musulman. Il faudrait oser monter des groupes d'influences. Être actif au niveau local, au niveau européen. Il ne faut plus avoir honte d'être musulman. Je vois bien, parce que je me sens agressé au quotidien ces temps-ci (depuis le débat sur l'identité nationale jusqu'à celui sur les binationaux), le glissement qui s'est opéré en moi. J'étais un Français musulman pratiquant. Je suis peu à peu en train de devenir un musulman pratiquant français. Ce n'est pas un choix, c'est l'image qu'on me renvoie.»

Recueilli par A. Gé. (à Lyon)



AIMÉE THIRION



ANISSA 36 ANS, COMMERÇANTE,
FLERS-EN-ESCREBIEUX (NORD):

«On ne voit pas le Conseil comme un lieu de défense»

«Le CFCM a fait une chose positive : il nous envoie des imams bilingues, qui traduisent leur prêche. Avant, on parlait de la mosquée sans avoir rien compris. Mais, à part ça, il n'est pas représentatif des musulmans en France, et surtout pas des femmes. On se sent seules. Sur le niqab, sur les mères voilées dans les sorties scolaires, je ne l'ai pas vu intervenir. A l'école, je donne de mon temps. Un jour, la directrice m'a demandé de ne plus approcher les enfants. Je suis allée voir le maire, il m'a soutenue, elle s'est excusée. Jamais il ne me serait venu à l'idée de saisir le CFCM. On n'y pense pas. On ne le voit pas comme un lieu de défense. Jamais un représentant ne vient nous voir pour savoir ce qu'on pense, s'il y a des problèmes. Dans la rue, il m'arrive de plus en plus souvent d'entendre "Halloween, c'est fini", ou "rentre dans ton pays". Où voulez-vous que je rentre, puisque je suis dans mon pays? Et, dans ces cas-là, le CFCM, il est où?»

«Quand j'ai choisi de porter le voile, mon mari a été le premier surpris. Je ne lui ai pas demandé son avis, je ne l'ai pas prévenu. Le CFCM devrait nous aider à montrer ça, on n'est pas des femmes soumises comme nos mères. Je me bats seule pour qu'on m'accepte comme je suis. Pour trouver du travail, j'ai dû créer mon emploi. Avec mes deux sœurs, on a ouvert une pâtisserie-sandwicherie. On veut s'épanouir dans notre pays. Je vote, je paie mes impôts, je consomme. On veut que nos enfants étudient, trouvent du travail, on souffre d'être discriminés devant nos enfants. Il va bien falloir faire quelque chose. Les juifs sont bien représentés, leur solidarité est admirable. Ça devrait se passer comme ça pour nous aussi.»

Recueilli par H. S. (à Lille)